

Document

Sur les marchés, la descente aux enfers se poursuit (28.02)

Le Monde – 28.02.

Les investisseurs auraient bien aimé adhérer au discours qu'a tenu Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), mardi 24 février. Ils n'avaient qu'une seule envie, espérer comme lui "que la récession prenne fin en 2009 et que 2010 soit l'année de la reprise".

Ils y ont cru... quelques heures. Jusqu'à ce qu'un flot de nouvelles calamiteuses inonde les marchés. Jusqu'à ce qu'ils apprennent que le PIB des Etats-Unis, première économie mondiale, s'est contracté de 6,2 % au quatrième trimestre en rythme annuel, que celui du Japon a reculé de 12,7 %, qu'ils réalisent que les pays d'Europe de l'Est sont au bord de la banqueroute et que les pays nordiques, Danemark et Finlande jusqu'ici épargnés, entrent, eux aussi, en récession. A ce moment-là, les investisseurs ont cessé d'espérer. Et les indices boursiers du monde entier ont décroché.

Entre le lundi 23 et le vendredi 27 février, à New York, le Dow Jones a ainsi cédé 4,11 %. A Paris, le CAC 40 a retrouvé des niveaux inédits depuis 2003 à 2 702,48 points, perdant 1,75 % sur la période, tandis que le Footsie à Londres et le Dax à Francfort ont reculé respectivement de 1,52 % et 4,26 %. Au Japon, le Nikkei a, lui, rebondi de 2,05 %. Mais ce sursaut a des allures bien artificielles, car il est lié à l'annonce par le gouvernement japonais de mesures pour freiner la chute des marchés, comme celle de racheter des actions.

L'idée japonaise est-elle à suivre ? "Le marché ne fait que prendre la température de l'économie, ce n'est pas la cause du problème, c'est tout le contraire", estime Gregori Volokhine, analyste chez Meeschaert à New York. Et du côté de l'économie, les choses ne s'arrangent pas.

Elles ne s'arrangent pas non plus du côté des banques. Les investisseurs sont, notamment, très préoccupés du sort de l'américaine Citigroup, ex-numéro un mondial. Vendredi, le Trésor a annoncé qu'il pourrait détenir jusqu'à un tiers de son capital. Pour les investisseurs, cela signifie que la nationalisation des autres établissements est en route. Autrement dit un désastre, car l'Etat rachètera sans doute les actions à un prix dérisoire. Et après Citigroup, la liste des banques "nationalisables" est longue. Jeudi, le régulateur bancaire FDIC a indiqué que le secteur bancaire américain, banques commerciales et caisses d'épargne confondues, avait accusé fin 2008 sa première perte trimestrielle depuis 1990, à plus de 26 milliards de dollars (20,5 milliards d'euros).

En Europe, la situation des établissements n'est guère meilleure. La suisse UBS, la française Natixis, la franco-belge Dexia ont annoncé des pertes abyssales. Au Royaume-Uni, Royal Bank of Scotland (RBS) a battu le record du plus gros déficit jamais enregistré par une entreprise britannique : 24,1 milliards de livres (27,2 milliards d'euros) en 2008.

Le secteur automobile poursuit, lui aussi, sa descente aux enfers. Le constructeur automobile américain General Motors (GM), en particulier. Soutenu à bout de bras par Washington pour lui éviter la faillite, le groupe a annoncé une perte de près de 31 milliards de dollars en 2008. Et GM entraîne dans sa chute ses filiales européennes Opel et Saab.

Sur les marchés boursiers, les investisseurs sont déprimés. Aucun secteur, aucune valeur n'échappe à la dégringolade. Même les valeurs a priori contra-cycliques, comme celles de la pharmacie, sont attaquées. Barack Obama a annoncé qu'il permettrait aux Américains d'acheter des médicaments moins cher à l'étranger, pénalisant les géants comme Merck ou Johnson & Johnson. "La crise oblige à faire de profondes réformes qui bouleversent les modèles économiques. Des secteurs qui étaient défensifs ne le sont plus", explique M. Volokhine.

"Il n'y a nulle part où se cacher", confirme l'économiste américain Nouriel Roubini. "En Bourse, il n'y a que deux valeurs qui progressent, (le distributeur bon marché) Wal-Mart et (la chaîne de restauration rapide)

McDonald's, Wal-Mart parce que c'est le seul endroit où les gens ont encore les moyens d'acheter des produits et McDonald's parce que c'est le seul restaurant qu'ils ont les moyens de s'offrir", résume-t-il.

Dans ce contexte, même les investisseurs les plus avertis sont pris dans la tourmente. Selon l'agence Bloomberg, le fonds du milliardaire américain Warren Buffet pourrait annoncer les pires performances de son histoire. Berkshire Hathaway aurait perdu 8,5 % de sa valeur en 2008.